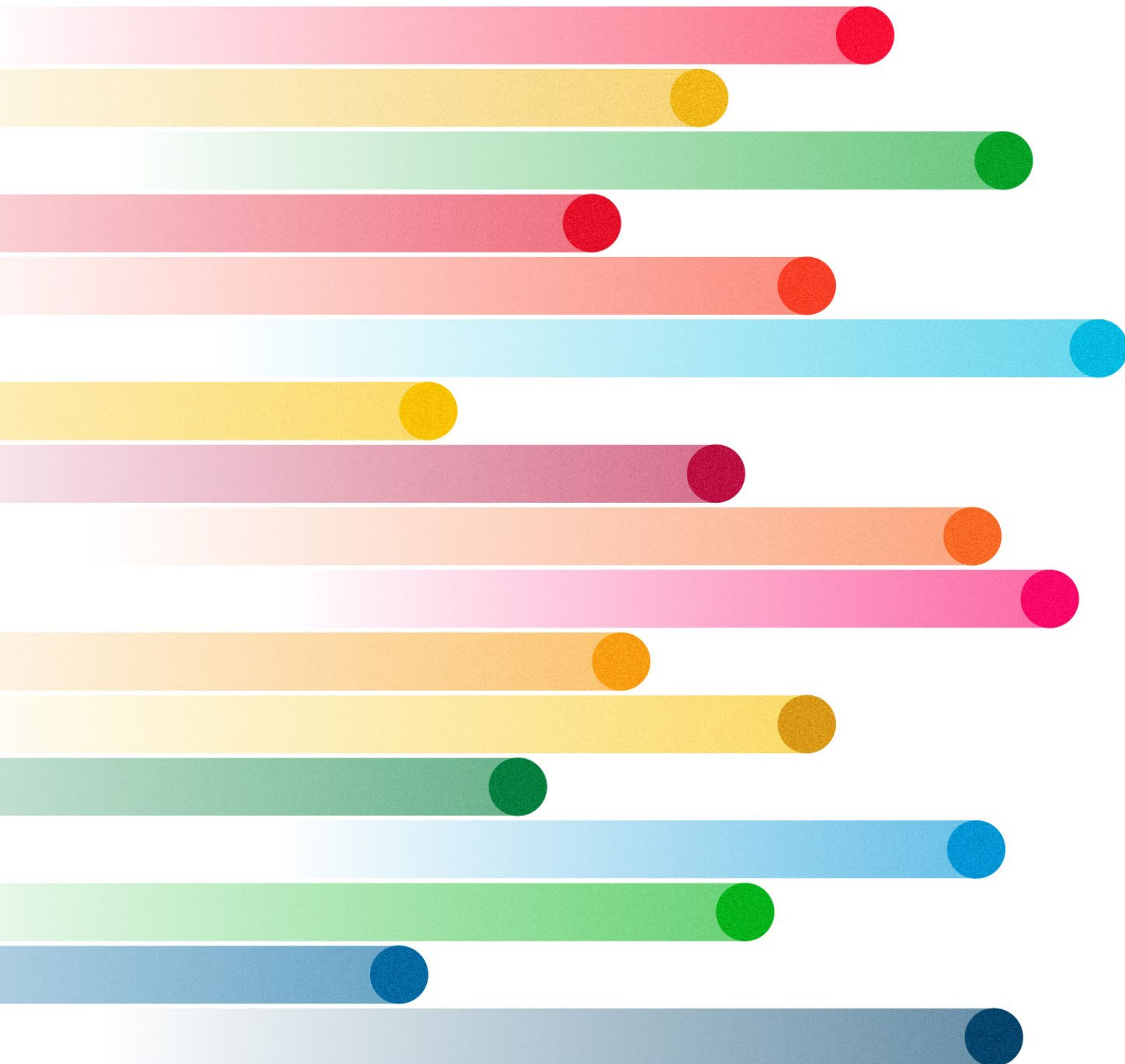


PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GROS PLAN SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2021



Gros plan sur l'égalité des sexes à travers les Objectifs de développement durable



D'ici 2030, plus de **150 millions DE FEMMES ET DE FILLES** pourraient sortir de la pauvreté si les gouvernements mettent en œuvre une stratégie complète pour améliorer l'accès à l'éducation et à la planification familiale, parvenir à des salaires égaux et élargir la couverture des transferts sociaux.



L'écart entre les sexes en matière d'insécurité alimentaire a augmenté en raison de la pandémie de COVID-19.

Les niveaux d'insécurité alimentaire des femmes étaient **10 % PLUS ÉLEVÉS** que ceux des hommes en 2020, alors qu'ils étaient 6 % plus élevés en 2019.



La pandémie perturbe les services de santé essentiels pour les femmes et les filles.

Durant la première année de la crise, on estime que **12 millions DE FEMMES** dans 115 pays à revenu faible et intermédiaire ont connu des perturbations de leurs services de planification familiale, ce qui a provoqué environ

1,4 million DE GROSSESSES NON PLANIFIÉES.



Les filles non scolarisées sont exposées à un risque accru de violence, de mariage des enfants, de travail des enfants, de traite des enfants et d'accouchement prématuré.

Mais uniquement **42 % DES PAYS** disposaient de mesures pour soutenir les filles afin qu'elles retournent à l'école début 2021.



Sur la base de données recueillies dans 95 pays, **PLUS DE LA MOITIÉ** ne disposaient pas de quotas pour les femmes dans les parlements nationaux ; **63 %** ne disposaient pas de lois sur le viol basées sur le principe de consentement.

Près de la moitié continuaient de limiter l'emploi des femmes dans certaines professions ou industries.

On estime à **736 millions LE NOMBRE DE FEMMES ET DE FILLES** âgées de 15 ans ou plus ayant subi des violences physiques et sexuelles de la part d'un partenaire ou des violences sexuelles de la part de quelqu'un d'autre au moins une fois dans leur vie.

D'ici 2030, pas moins de **2 millions** de cas de mutilations génitales féminines supplémentaires (MGF) sont prévus en raison de l'interruption des services suite à la COVID-19.

Les femmes avec des enfants à la maison déclarent consacrer environ **31 heures** par semaine à la garde d'enfants, soit **5 heures de plus** en moyenne qu'avant la pandémie.

Mondialement, en 2020, les femmes détiennent **un siège parlementaire sur quatre.**

Elles occupent **36 %** des sièges élus dans les instances locales de délibération.

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, **234 millions** moins de femmes que d'hommes ont accès à Internet sur leurs téléphones portables.

Seulement **19 % DES PAYS** et zones avec des données disposent de systèmes complets pour suivre la manière dont les budgets répondent aux priorités de genre.



En 2020, seulement **26 % DES 170 PAYS** travaillaient activement à l'intégration du genre dans la gestion de l'eau.



Les femmes sont sous-représentées dans le secteur énergétique. Mondialement en 2019, les femmes détenaient

22 % des emplois dans l'énergie traditionnelle et
32 % des emplois dans l'énergie renouvelable.



Les chercheuses en médecine ont mené les avancées liées aux connaissances sur la COVID-19 et aux techniques de test.

Mais les femmes comptaient pour moins
d'1 sur 3 **CHERCHEUR** mondialement en 2018.



Les personnes habitant dans des bidonvilles courent un risque élevé d'infections à la COVID-19 et de mortalité. À Rio de Janeiro, au Brésil, les femmes infectées dans les quartiers avec une forte concentration de bidonvilles étaient

deux fois plus susceptibles de mourir comparé à celles vivant dans des quartiers sans bidonvilles.



Le manque de femmes dans la prise de décision limite la portée et l'impact des efforts de relance liés à la pandémie et d'autres efforts de relance d'urgence, ainsi que les opportunités de revitaliser les économies et les sociétés.

Les femmes ne président que **18 %** des commissions gouvernementales sur les affaires étrangères, la défense, les finances et les droits humains.



Les femmes ont souffert de pertes d'emploi plus marquées que les hommes durant la pandémie.

Le nombre de femmes ayant un emploi à chuté de
54 millions
et
45 millions
de femmes ont quitté la main d'œuvre.



Les vulnérabilités intersectionnelles des femmes et filles migrantes, réfugiées et déplacées à l'intérieur du pays se sont intensifiées à la suite de la pandémie.

Fin 2020,
26,4 millions **DE PERSONNES** avaient fui leur pays et étaient devenues réfugiées, le niveau le plus élevé jamais enregistré. Plus de la moitié sont des femmes et des filles.



À moins que des mesures urgentes ne soient prises pour réduire les émissions,

le réchauffement climatique dépassera 1,5 °C d'ici 2040.

Les voix et les perspectives des femmes sont cruciales pour répondre aux défis de durabilité climatique et environnementale mais ne sont souvent pas reconnues.



De meilleures données, statistiques et analyses sur le genre sont cruciales, mais restent insuffisantes.

Dans le cadre de l'objectif 5, les évaluations du niveau actuel ne sont pas disponibles pour

6 indicateurs.*
Les évaluations des tendances ne sont pas disponibles pour
15 indicateurs.*

* y compris les sous-indicateurs, voir pages 22-27

NE LAISSER AUCUNE FEMME OU FILLE POUR COMPTE

La COVID-19 élargit les inégalités mondiales

Un an et demi après que l'Organisation internationale de la santé ait déclaré que la COVID-19 constituait une pandémie mondiale, l'impact pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables reste dévastateur et disproportionné. L'impact combiné du conflit, des événements climatiques extrêmes et de la COVID-19 les ont dépourvues de leurs besoins même basiques tels que la sécurité alimentaire. Sans action urgente pour endiguer la pauvreté croissante, la faim et les inégalités, notamment dans les pays touchés par des conflits et d'autres formes de crise aiguë, des millions de personnes continueront de souffrir.

Personne n'est en sécurité face à la COVID-19 jusqu'à ce que tout le monde le soit. Pourtant, l'accès aux équipements de protection individuelle vitaux, aux tests, à l'oxygène et surtout aux vaccins reste loin d'être équitable. Sur près de 5,8 milliards de doses de vaccins administrées mondialement à la mi-septembre 2021, 77 pour cent ont bénéficié aux pays à revenu élevé et intermédiaire. Seulement 0,3 pour cent ont bénéficié aux pays à faible revenu. À moins d'un accès universel, le virus continuera à circuler, à muter et à resurgir. Sur la base des dernières données ventilées par sexe en juillet 2021, 60 pour cent

des femmes en Israël et 52 pour cent en Autriche avaient été entièrement vaccinées contre la COVID-19, contre seulement 0,9 pour cent au Venezuela et 0,16 pour cent en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Dans 29 des 36 pays et territoires où des données ventilées par sexe sont disponibles de juin à août 2021, les femmes sont plus ou tout aussi susceptibles que les hommes d'être vaccinées. En Asie et dans le Pacifique, cependant, plus d'hommes sont vaccinés que de femmes. En Inde, en août 2021, 53 pour cent du nombre total de vaccins administrés a bénéficié à des hommes et 47 pour cent à des femmes. On estime qu'un demi-million de personnes en Inde s'identifient comme étant d'un autre genre, y compris trans, non binaire ou intersexe. Les taux de vaccination dans le pays sont en hausse, mais en août 2021, moins de 20 pour cent de la population transgenre avait reçu au moins une dose. Aux États-Unis, les femmes ont perdu environ 1,5 an d'espérance de vie en moyenne de 2018 à 2020 en raison de la COVID-19. Cette perte est significativement plus élevée chez les femmes hispaniques (2,9 ans) et les femmes noires non hispaniques (2,7 ans) par rapport aux femmes blanches non hispaniques (1,1 an).

GROS PLAN

Les vaccins restent hors de portée pour de nombreuses personnes dans le monde

Pour couvrir 70 % de la population

Les pays à revenu élevé doivent augmenter leurs dépenses de santé de **0,8 %**.

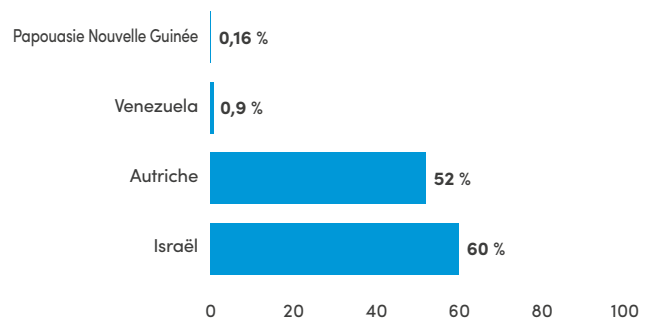
Les pays à faible revenu doivent augmenter leurs dépenses de santé de **56,6 %**.

En Inde, plus d'hommes sont vaccinés que de femmes



<20 % de la population transgenre a reçu au moins une dose.

Proportion de femmes complètement vaccinées d'ici juillet 2021



Sources : India Ministry of Health and Family Welfare, 2021 ; ReliefWeb, 2021 ; UNICEF COVID-19 Vaccine Market Dashboard, 2021 ; United Nations Development Programme Global Dashboard for Vaccine Equity, 2021 ; World Health Organization COVID-19 Vaccination Data Dashboard, 2021 ; et World Health Organization Global Health Observatory, 2021.

Les progrès limités réalisés pour les femmes sont érodés par la pandémie

La pandémie met en péril les progrès limités réalisés au cours des 25 dernières années dans l'élargissement des droits et des opportunités des femmes, y compris pour la participation économique et la voix politique. Les jeunes femmes ont connu des pertes d'emploi plus prononcées que leurs homologues masculins et risquent d'être exclues à long terme des marchés du travail. Le nombre de jeunes femmes qui n'étaient pas scolarisées, n'exerçaient aucun emploi et ne suivaient aucune formation (NEET) a augmenté dans 28 des 48 pays pour lesquels des données sont disponibles entre le quatrième trimestre de 2019 et le quatrième trimestre de 2020. Les femmes confrontées à des formes multiples de discrimination, y compris les femmes et les filles handicapées, sont particulièrement impactées.

Là où les femmes ont occupé des postes de direction, la réponse à la pandémie a souvent été plus rapide et plus réactive aux besoins sociaux, mais à tous les niveaux et dans tous les secteurs, les femmes ne disposent pas du même espace de prise de décision que les hommes. Mondialement, les femmes comprennent 75 pour cent du personnel de santé,

les rendant indispensables dans la réponse à la COVID-19. Pourtant, elles ne représentent que 28 pour cent des cadres de santé. Alors que les organisations de femmes sont en première ligne des réponses communautaires à la COVID-19 dans de nombreux pays, elle sont confrontées à une baisse des financements et à une diminution de l'espace civique.

La participation effective des femmes à la réponse à la pandémie dépend du soutien solide pour leur leadership. Plus généralement, endiguer l'érosion des progrès en matière d'égalité des sexes nécessite des lois et des politiques solides pour défendre les droits des femmes, soutenues par des fonds suffisants pour leur mise en œuvre. Une représentation équilibrée des sexes dans les groupes de travail COVID-19, l'utilisation d'une budgétisation sensible au genre dans les efforts de réponse et de relance, et une plus grande sensibilisation aux effets sexospécifiques de la pandémie sont cruciales pour la promotion des droits des femmes et une participation égale. Toutefois, une analyse de 334 groupes de travail COVID-19 de 137 pays a révélé que seulement 4 ont atteint la parité des sexes ; 18 ne comptent aucune femme.

GROS PLAN

Une génération perdue ? L'impact de la COVID-19 sur l'apprentissage et le renforcement des capacités



Un nombre accru de femmes est sans emploi, éducation ou formation (NEET).

Le taux de jeunes femmes NEET

A AUGMENTÉ

dans 28 pays sur 48 entre le dernier trimestre de 2019 et le dernier trimestre de 2020

Près de **6 sur 10** jeunes NEET au cours du dernier trimestre de 2020 étaient des femmes (57,4 %).

En 2019, le taux de NEET parmi les réfugiées syriennes vivant en Turquie s'élevait à **70,9%** contre **26 %** pour les hommes.



Les femmes et les filles handicapées sont confrontées à une lutte difficile.

Vietnam	Taux NEET parmi :	Cambodge
74,2 %	Les jeunes femmes avec un handicap	64,2 %
70,7 %	Les jeunes hommes avec un handicap	27,1 %
10,7 %	Les jeunes femmes sans handicap	10,2 %
6,1 %	Les jeunes hommes sans handicap	6,6 %

Sources : Organisation internationale du travail, Youth and COVID-19: Access to Decent Jobs Amid the Pandemic, 2021 ; Calculs d'ONU Femmes basés sur l'Organisation internationale du Travail 2021 et les données de recensement tirées d'IPUMS International, 2013 and 2009 pour le Cambodge et le Vietnam, respectivement.

1 PAS DE PAUVRETÉ



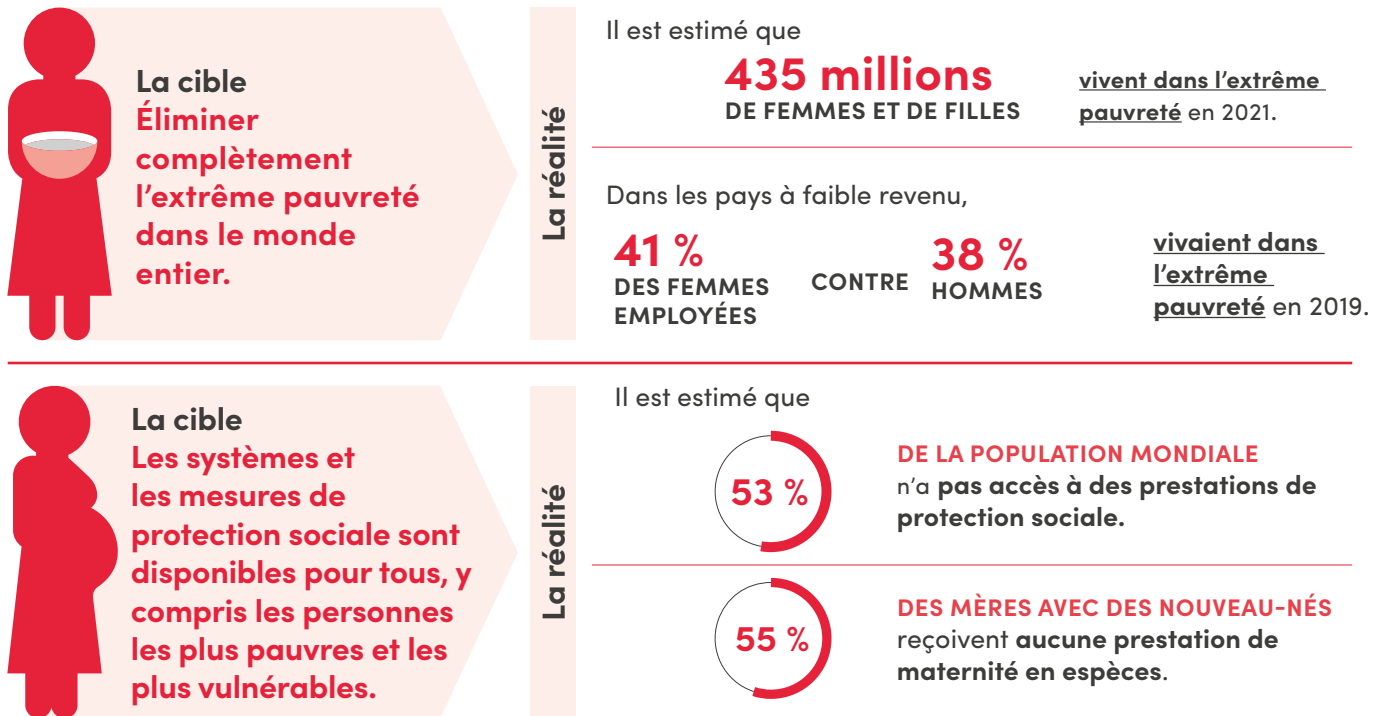
13 INDICATEURS TOTAUX

5 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE*

Les progrès réalisés dans l'élimination de l'extrême pauvreté ont reculé alors que les failles dans les filets de sécurité sociale rendent les femmes encore plus vulnérables

L'extrême pauvreté est en hausse. Le nombre total de femmes et de filles vivant avec moins de 1,90 dollars US par jour pourrait atteindre 435 millions en 2021, une hausse par rapport à 398,5 millions en 2019. Ce constat est déchirant compte tenu des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décennies. Une analyse de simulation des réponses politiques à la COVID-19 révèle que plus de 150 millions de femmes et de filles pourraient sortir de la pauvreté si les gouvernements mettaient en œuvre des stratégies globales pour améliorer l'accès à l'éducation et à la planification familiale, garantir des salaires équitables et égaux et étendre les transferts sociaux d'ici 2030. Une action significative est urgente, mais les efforts ont été jusqu'à présent insuffisants. En 2020, uniquement 46,9 pour cent de la population mondiale avait accès à au moins une prestation de protection sociale et seulement 44,9 pour cent des mères avec des nouveau-nés avaient pu bénéficier de prestations de maternité en espèces. Malgré une plus grande vulnérabilité des femmes à la pauvreté, seulement 23 pour cent des mesures politiques relatives à la protection sociale et au marché du travail en réponse à la COVID-19 sont sensibles au genre.

FIGURE 1



2 FAIM
«ZÉRO»14 INDICATEURS
TOTAUX2 INDICATEURS SPÉCIFIQUES
AU GENRE

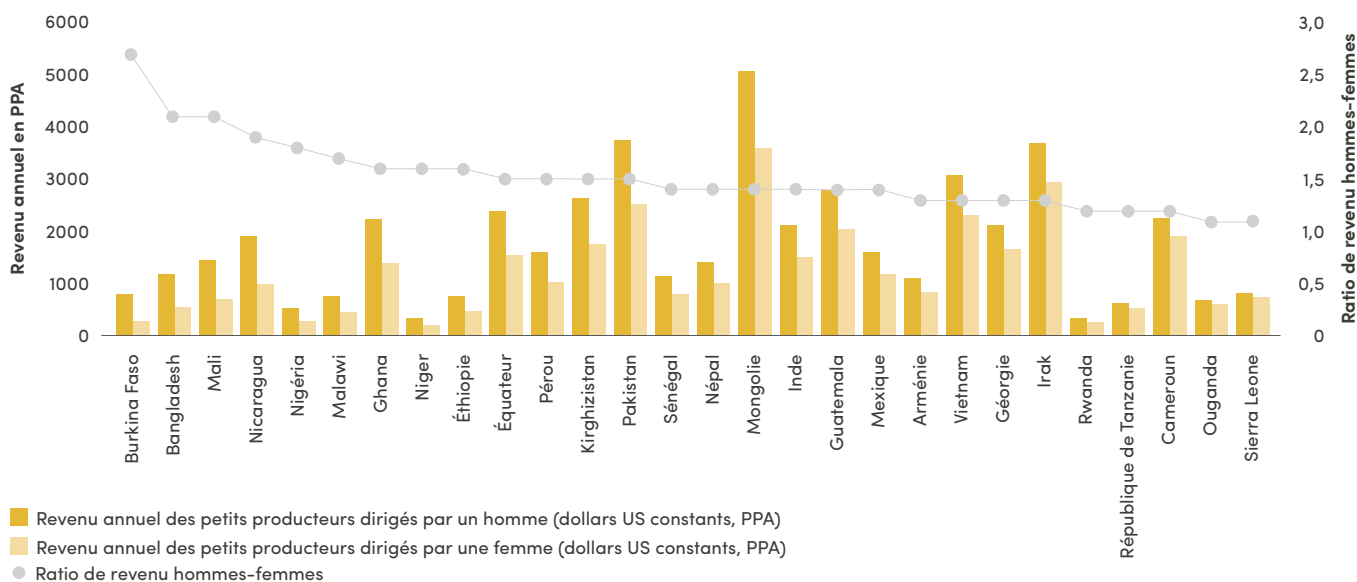
L'écart mondial entre les sexes en matière de sécurité alimentaire s'est considérablement creusé pendant la pandémie, de plus en plus de femmes et de filles souffrant de la faim

La pandémie de COVID-19 a compromis la sécurité alimentaire mondialement. On estime que 811 millions de personnes ont souffert de la faim en 2020, soit une augmentation de 161 millions par rapport à 2019. Les services de nutrition clés, y compris les programmes de nutrition en milieu scolaire, ont fait face à des perturbations majeures. Les programmes fournissant aux adolescentes des suppléments en fer et en acide folique, ont par exemple, chuté de 45 pour cent. L'écart mondial entre les sexes lié à l'insécurité alimentaire modérée ou grave est passé de 6 pour cent en 2019 à 10 pour cent en 2020. Les écarts étaient les plus larges en Amérique latine et dans les Caraïbes (30 pour cent) ainsi qu'en Asie (10 pour cent).

De nombreuses personnes souffrant de la faim dans le monde produisent elles-mêmes des denrées alimentaires. Dans certains pays, les petits agriculteurs représentent plus de 90 pour cent des producteurs alimentaires mais gagnent deux à trois fois moins que les grands producteurs. Les femmes productrices à petite échelle gagnent en général moins que les hommes. Des données provenant de 28 pays montrent que les ménages dirigés par des femmes productrices à petite échelle gagnent en moyenne 30 pour cent de moins que ceux dirigés par des hommes. Les femmes peuvent jouer des rôles essentiels dans la transformation des systèmes alimentaires, comme le montre l'amélioration des résultats nutritionnels lorsque les interventions agricoles se concentrent sur l'accès et le contrôle des femmes sur les ressources.

FIGURE 2

Revenus annuels des petits producteurs alimentaires, selon le sexe du chef du ménage, 2010-2019 (dollars constants des États-Unis de 2011, parité de pouvoir d'achat) et ratio de revenu hommes/femmes, pays sélectionnés



Source : Calculs d'ONU Femmes basés sur la base de données mondiale sur les indicateurs des ODD, 2021

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



28 INDICATEURS TOTAUX

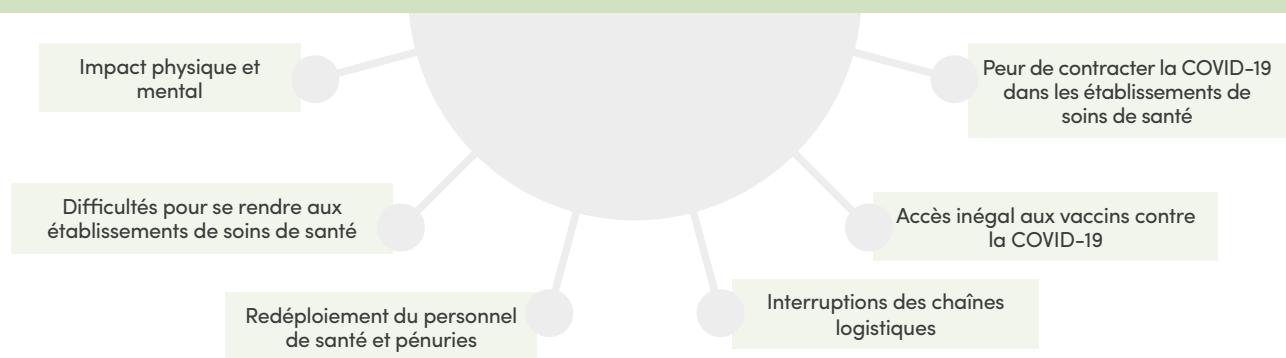
6 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

Les perturbations dans les services de santé essentiels en raison de la COVID-19 impactent tragiquement les femmes et les filles

La pression énorme de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes de santé a perturbé les services essentiels, y compris la santé maternelle et la conception. La première année, on estime que 12 millions de femmes dans 115 pays à revenu faible et intermédiaire ont connu des perturbations de leurs services de planification familiale, ce qui a provoqué 1,4 million de grossesses non planifiées. Il est estimé que 113 400 décès maternels supplémentaires sont survenus durant la même période. En Asie du Sud, les services essentiels de santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale et infantile ont diminué de plus de 50 pour cent au cours du deuxième trimestre de 2020 par rapport à la même période en 2019. Le dépistage prénatal du VIH et les traitements antirétroviraux ont chuté en Afrique du Sud. En Allemagne, entre mars et juillet 2020, les femmes étaient plus susceptibles de reporter le dépistage prévu du cancer que les hommes. La pandémie a impacté les services de santé mentale essentiels dans 93 pour cent de 130 pays, pourtant, seulement 17 pour cent d'entre eux ont alloué des financements supplémentaires pour la santé mentale et le soutien psychosocial dans les plans nationaux de réponse à la COVID-19.

FIGURE 3

Les obstacles à la santé et au bien-être des femmes et des filles en raison de la COVID-19



menacent d'anéantir les progrès durement obtenus.

Il est estimé que **12 millions DE FEMMES** dans les pays en développement à revenu faible et intermédiaire ont connu des **perturbations de leurs services de planification familiale**, ce qui a provoqué **1,4 MILLION** de grossesses non planifiées.

D'autres domaines de la santé sont également touchés.

Mondialement, seulement **17 % DES PAYS** ont alloué des financements **supplémentaires pour la santé mentale et le soutien psychosocial** dans les plans nationaux de réponse à la COVID-19.

Sources : CARE, *She Told Us So Rapid Gender Assessment*, 2020 ; Frederiksen et al., *Women's Experience with Health Care During the COVID-19 Pandemic: Findings from the KFF Women's Health Survey*, 2021 ; Fonds des Nations Unies pour la population, *World Health Organization and International Confederation of Midwives, The State of the World's Midwifery*, 2021 ; Fonds des Nations Unies pour la population, *Survey on the Impact of COVID-19 on Mental, Neurological and Substance Use Services*, 2021 ; World Health Organization COVID-19 Vaccination Data Dashboard, 2021 ; Organisation mondiale de la Santé, 2020 ; et Yost and Moffat, *Women in Supply Chains: On the Frontlines of COVID-19's Impact*, 2020.



12 INDICATEURS
TOTAUX

8 INDICATEURS SPÉCIFIQUES
AU GENRE

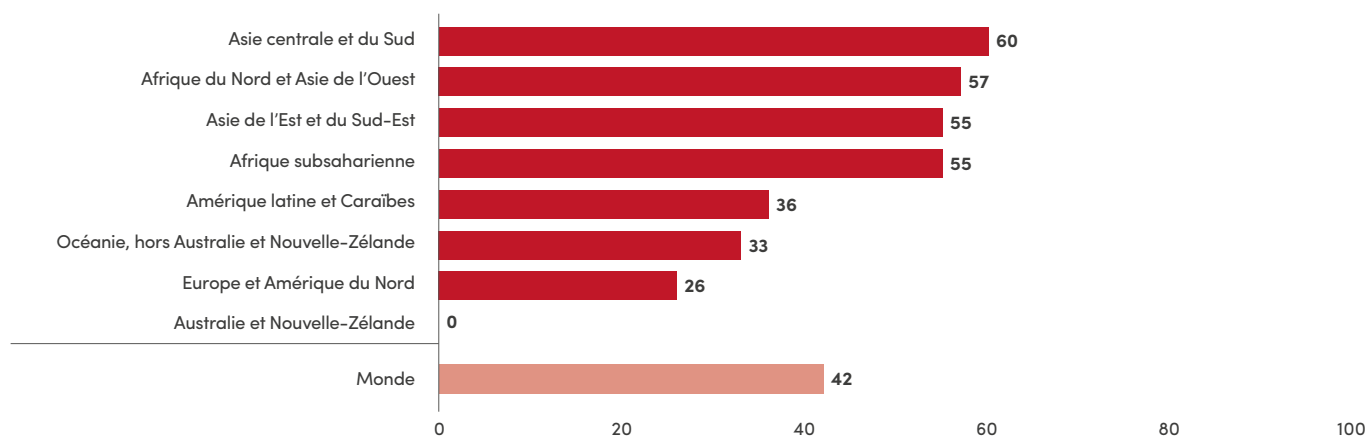
Les fermetures d'écoles se traduisent par des opportunités perdues pour les filles et par un risque accru de violence, d'exploitation et de mariage d'enfants

Un an et demi après le début de la pandémie, les écoles restent partiellement ou totalement fermées dans 42 pour cent des pays et territoires. De nouveaux variants davantage transmissibles et plus mortels de la COVID-19 peuvent retarder la réouverture des écoles, notamment dans les pays à revenu faible et intermédiaire avec un accès limité aux vaccins. Mondialement, 128 millions de filles en âge d'aller à l'école primaire ou secondaire étaient déjà déscolarisées en 2018. À cause de la pandémie, 11 millions d'autres ne retourneront jamais à l'école, tous niveaux confondus. De nombreux pays ont opté pour l'enseignement à distance, mais les étudiants issus des communautés les plus pauvres ont peu accès à Internet et aux équipements tels que les tablettes, voire aux formes de communication plus traditionnelles telles que la télévision et la radio.

Les filles non scolarisées sont exposées à un risque accru de violence, de mariage des enfants, de travail des enfants, de traite des enfants et d'accouchement prématuré. En Afrique subsaharienne, jusqu'à 1 million de femmes risquent de ne pas retourner à l'école pour cause de grossesse durant la crise de COVID-19, un risque plus élevé dans des pays tels que la Guinée équatoriale, le Togo et la République-Unie de Tanzanie, où les lois et les politiques renvoient les filles enceintes et leur interdisent de revenir. Parmi les filles réfugiées inscrites dans le secondaire avant la pandémie, on estime que la moitié va abandonner l'école. L'éducation perdue conduit à des revers plus tard. Une année supplémentaire de scolarisation peut augmenter les revenus à l'âge adulte jusqu'à 20 pour cent. Moins de la moitié (42 pour cent) de 131 pays et territoires prennent au moins une mesure pour soutenir le retour des filles à l'école.

FIGURE 4

Proportion de pays et territoires prenant au moins une mesure pour soutenir le retour des filles à l'école, par région 2021 (pourcentage)



Source : Calculs d'ONU Femmes basés sur l'Institut de Statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO ISU), Survey on National Education Responses to COVID-19 School Closures (Troisième itération), 2021.

Notes : La figure reflète les 131 pays et territoires qui ont contribué à l'enquête 2021 UNESCO ISU. Les données pour l'Asie centrale et du Sud couvrent 36 pour cent des pays et 24 pour cent de la population de la région. Les données pour l'Océanie, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, couvrent 25 pour cent des pays et 13 pour cent de la population de la région. Les données pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande concernent uniquement la Nouvelle-Zélande.



Les femmes, en première ligne de la réponse à la pandémie, ont été reléguées à l'arrière-plan dans l'élaboration de la relance

En 2021, l'inquiétude persiste face à la pandémie de COVID-19, à son effet immédiat sur le bien-être des femmes et à la menace qu'elle représente pour les générations futures. Les femmes et les filles restent affectées de manière disproportionnée par les retombées socio-économiques, aux prises avec la perte d'emplois et de moyens de subsistance, le dérapage de l'éducation et le fardeau accru du travail de soins non rémunéré. Les services de santé pour les femmes et d'autres services tels que les refuges et les centres de crise à guichet unique, déjà mal financés, ont été confrontés à des perturbations majeures qui ont coupé l'accès aux services essentiels des survivants de violences et miné la santé sexuelle et reproductive. Malgré le rôle central des femmes dans la réponse à la COVID-19, y compris en tant que professionnelles de santé de première ligne, elles n'occupent pas les postes de leadership qu'elles méritent. Pour avancer différemment et mieux, il faut désormais placer les femmes et les filles au centre de tous les aspects de la réponse et de la relance, notamment par le biais de lois, de politiques et de budgétisations sensibles au genre. Dans le même temps, les moteurs structurels de l'inégalité des sexes doivent être démantelés.

Les écarts dans les lois, les politiques et les institutions pour la promotion de l'égalité des sexes persistent.



Sur la base de données recueillies dans **95 PAYS** en 2020,

plus de la moitié NE DISPOSAIENT PAS DE QUOTAS pour les femmes dans les parlements nationaux ;

63 % NE DISPOSAIENT PAS DE LOIS sur le viol basées sur le principe du consentement.

Près de la moitié continuaient de limiter le travail des femmes dans certaines professions ou industries.

Les trois quart ne stipulaient pas 18 ans comme l'âge minimum du mariage pour les femmes et les hommes, sans exceptions.

En moyenne, des pays disposent ,



DES LOIS ET DES RÉGLEMENTATIONS

pour garantir un accès égal à la santé et aux droits sexuels et reproductifs sur la base de 75 pays avec des données.

Les signalements de violence à l'égard des femmes et des filles, autrement dit la pandémie de « l'ombre », augmentent dans de nombreuses régions du monde.



Même avant la pandémie, mondialement, on estime que

245 millions DE FEMMES ET DE FILLES âgées de 15 ans et plus ont subi des violences sexuelles et/ou physiques par un partenaire intime dans l'année écoulée.

Durant la pandémie, les appels aux lignes d'assistance de violence domestique ont augmenté.

40 % EN MALAISIE,
50 % EN CHINE ET EN SOMALIE et
79 % EN COLOMBIE.

Plus de **200 millions**
DE FEMMES ET DE FILLES

dans 31 pays ont subi des mutilations
génitales féminines. Dans la moitié des pays
pour lesquels des données sont disponibles, la
majorité avaient été excisées avant l'âge de 5
ans. La COVID-19 perturbant les interventions
pour lutter contre cette pratique, jusqu'à



2 millions de cas supplémentaires

de MGF sont prévus d'ici 2030.

À cause de la pandémie

10 millions
DE FILLES SUPPLÉMENTAIRES
risquent d'être mariées durant leur
enfance d'ici 2030.



La COVID-19 intensifie la charge de travail
des femmes au domicile. Même avant la
pandémie, les femmes consacraient

3,2 fois PLUS D'HEURES
au travail de soins non rémunérés que

les hommes. Des données provenant de 16 pays
indiquent que les femmes avec des enfants à la
maison consacraient 31 heures par semaine à la
garde d'enfants durant la COVID-19, une hausse par
rapport à 26 heures précédemment.



Mondialement en 2021, les femmes
détenaient uniquement :

UN QUART DES SIÈGES AU
SEIN DES PARLEMENTS NATIONAUX,



36 % DES SIÈGES AU SEIN DES
GOUVERNEMENTS LOCAUX,

24 % DES SIÈGES AU SEIN DES
GROUPES DE TRAVAIL SUR LA COVID-19.

En 2019, les femmes détenaient
uniquement

28 % DES POSTES DE
DIRECTION sur le lieu de travail.



Sur la base d'un échantillon de 36 pays, seuls

33 % ONT DES
QUOTAS OBLIGATOIRES

pour assurer la participation des
femmes dans la gouvernance
des systèmes fonciers.



Dans 90 pays avec des données
disponibles entre 2015 et 2019,
la possession d'un téléphone
portable par les hommes était en
moyenne d'environ

7,1 POINTS DE POURCENTAGE
plus élevée que la possession d'un téléphone
par les femmes.



73 % DES FEMMES JOURNALISTES

de 125 pays ont signalé avoir subi des violences
en ligne ; 11 pour cent se sont retirées des
communautés en ligne pour cause de harcèlement.

Selon les données provenant de 69 pays et régions,
seulement

19 % disposaient d'un système pour suivre
les données budgétaires sur le genre et les rendre
accessibles au public.

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

11 INDICATEURS TOTAUX

0 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

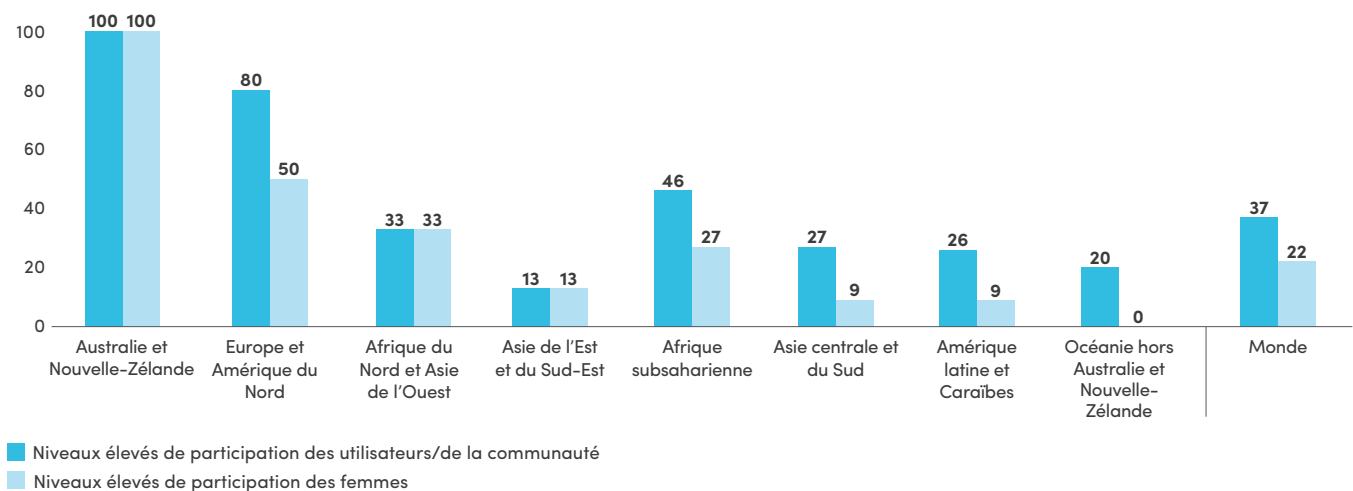
Malgré l'importance critique de l'eau, les femmes sont sérieusement sous-représentées dans sa gestion

En 2018, près de 2,3 milliards de personnes habitaient dans des pays soumis à un stress hydrique. Sans eau potable, sans installations sanitaires adéquates et sans installations d'hygiène menstruelle, au domicile et dans les lieux publics, les femmes et les filles ont plus de mal à mener une vie sûre, productive et saine. Avec la pandémie, de telles difficultés se sont intensifiées notamment pour les femmes et les filles les plus pauvres. Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont responsables de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la santé. Cependant, les efforts visant à améliorer la gestion des ressources en eau négligent souvent le rôle central des femmes.

En 2020, seulement 26 pour cent des 170 pays poursuivaient activement l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau. Alors que 24 pour cent avaient réalisé certains progrès, 50 pour cent avaient enregistré peu ou aucune avancée dans l'atteinte des objectifs de genre. L'une des raisons des progrès limités est le manque de fonds réservés et de plans d'action qui donnent la priorité aux considérations de genre. Par exemple, alors que 82 pour cent des 104 pays ont des procédures pour la participation des utilisateurs/communautés, seulement 45 pour cent ont des politiques spécifiques pour la participation des femmes. De même, seulement 22 pour cent enregistrent des niveaux élevés de participation des femmes dans les processus politiques et de gestion, ce qui signifie que les femmes sont officiellement représentées ou régulièrement consultées dans ces processus. En Océanie, (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande), aucun pays n'a de participation élevée.

FIGURE 5

Participation des femmes à la gestion intégrée des ressources en eau, 2018-2019 (pourcentage de pays)



Source : ONU-Eau Analyse et évaluation mondiales de l'assainissement et de l'eau potable, 2018/2019.

Notes : La figure couvre 104 pays. Les régions marquées d'un (*) ont une couverture pays/population plus faible que les critères d'ONU Femmes de 50 pour cent des pays et/ou 66 pour cent de la couverture de la population dans la région. Les données pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande concernent uniquement la Nouvelle-Zélande.



6 INDICATEURS
TOTAUX

0 INDICATEURS SPÉCIFIQUES
AU GENRE

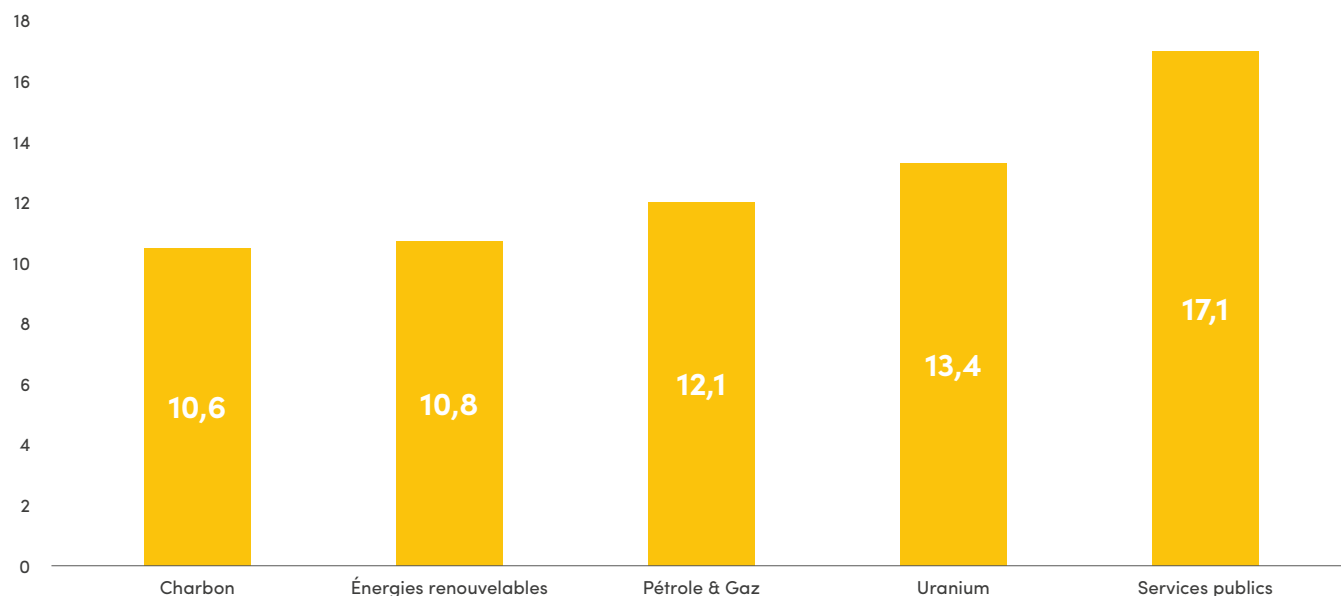
Seulement environ 1 cadre supérieur sur 10 dans le secteur en croissance rapide des énergies renouvelables est une femme

Une demande accrue en énergie propre et d'un coût abordable et des solutions à faible émission de carbone mènent à une transformation sans précédent du secteur énergétique. Mais les femmes sont mises à l'écart. En 2019, elles ne représentaient que 22 pour cent de la main-d'œuvre totale dans le secteur énergétique traditionnel et n'occupaient que 14 pour cent des postes de direction. La représentation des femmes dans la haute direction est la plus élevée dans les services publics à hauteur de 17,1 pour cent et la plus faible dans l'industrie du charbon de l'ordre de 10,6 pour cent. Les femmes dans ces rôles ont un niveau d'instruction supérieur aux hommes, ce qui suggère qu'elles peuvent avoir besoin de travailler plus dur ou de montrer de plus grandes références pour être promues. Quinze pour cent détiennent un doctorat contre 12 pour cent des hommes ; 36 pour cent détiennent un Master contre 34 pour cent des hommes.

Dans l'énergie renouvelable, les femmes constituent 32 pour cent de la main d'œuvre mais sont concentrées dans les postes non-techniques moins bien rémunérés. 45 pour cent de tous les postes administratifs sont occupés par des femmes contre 35 pour cent des postes techniques non liés aux STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques). Parmi les possibilités offertes par les STIM, les femmes n'en détiennent que 28 pour cent. La participation limitée aux STIM limite la capacité d'obtenir des rôles hautement qualifiés, laissant les voix, le leadership et les solutions des femmes en dehors du développement de l'énergie verte.

FIGURE 6

Proportion des femmes dans des postes de cadres supérieurs, par type d'industrie énergétique, 2019 (pourcentage)



Source : Agence internationale de l'énergie, 2021.



16 INDICATEURS TOTAUX

6 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

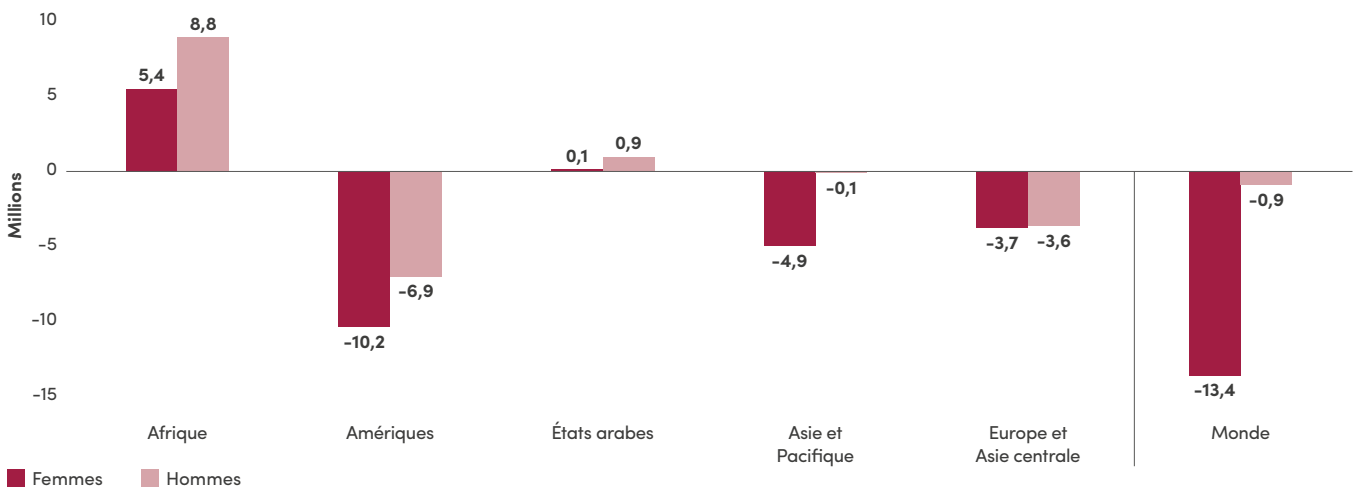
Les femmes ont subi des pertes d'emploi plus importantes que les hommes, ainsi que le fardeau accru – et non rémunéré – des soins à domicile

Alors que les économies se remettent de la pandémie, les impacts liés au genre sur les marchés du travail sont incontestables. Entre 2019 et 2020, les femmes, qui étaient déjà sous-représentées dans l'emploi et la population active, ont subi des pertes d'emploi plus importantes que les hommes. L'emploi des femmes a baissé de 4,2 pour cent dans le monde contre 3 pour cent pour les hommes. Le nombre de femmes employées a diminué de 54 millions en 2020 et quelque 45 millions de femmes ont complètement quitté le marché du travail. Le taux de croissance de l'emploi prévu plus élevé pour les femmes en 2021 que celui des hommes (3,3 contre 3,0 pour cent) sera toujours insuffisant pour ramener les femmes aux niveaux d'emploi d'avant la pandémie. En 2021, le nombre de femmes employées est projeté à 13 millions de moins qu'en 2019, tandis que le nombre d'hommes employés devrait être à peu près égal à l'année précédente.

La pandémie a renforcé les inégalités entre les sexes au domicile et sur les marchés du travail. Les femmes âgées de 25 à 54 ans avec des enfants ont vu leur charge de travail domestique et de soins non rémunérés augmenter à mesure que les écoles fermaient en raison des confinements. Entre les quatrièmes trimestres de 2019 et de 2020, l'écart entre les sexes dans la participation au marché du travail parmi les femmes et les hommes en couple en âge de travailler vivant avec des enfants de moins de 6 ans s'est creusé dans 7 des 11 pays disposant de données, dont l'Équateur, l'Italie et la République de Macédoine du Nord. Les femmes du secteur informel ont été plus sévèrement touchées par la triple crise du fardeau des soins, des pertes d'emploi et de revenus. En juin 2020, les revenus des femmes occupant un emploi informel avec l'augmentation des responsabilités de soins directs sont tombés à 42,4 pour cent des niveaux d'avant COVID-19. Les revenus de leurs homologues masculins ont moins baissé, à 61,8 pour cent.

FIGURE 7

Population employée, par sexe et région, des personnes âgées de 15 ans et plus, 2019-2021 (variation absolue)



Source : Calculs d'ONU Femmes basés sur l'Organisation internationale du Travail, 2021.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



12 INDICATEURS TOTAUX

0 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

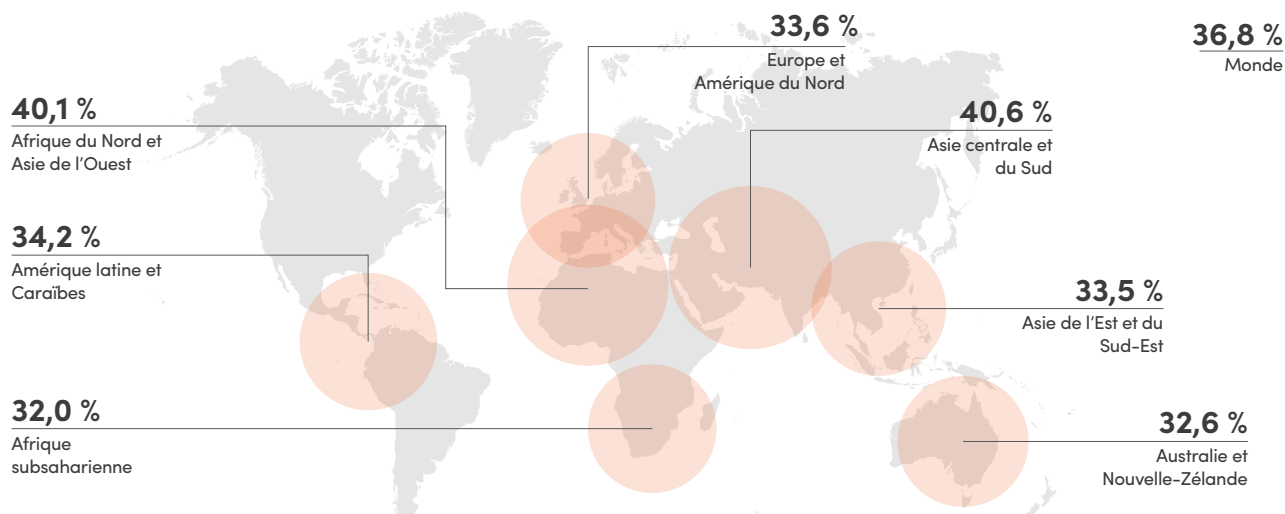
Les femmes représentent uniquement un tiers des chercheurs dans le monde, mais ont été en première ligne de l'innovation liée à la COVID-19

La crise de COVID-19 a stimulé des réalisations marquantes dans la recherche médicale et l'innovation. La contribution des femmes a été profonde. Le travail de la biochimiste Katalin Kariko sur l'ARN messager a permis le développement de deux vaccins pour lutter contre le virus. Une biologiste moléculaire soudanaise a dirigé une initiative visant à fabriquer des respirateurs à l'aide d'imprimantes 3D. Ces contributions ont eu lieu malgré le fait que les femmes représentent moins d'un tiers des chercheurs mondialement. La recherche liée à la santé des femmes et les données médicales ventilées par sexe sont régulièrement sous-financées. Au Canada, la recherche sur la santé des femmes a reçu uniquement 1 pour cent des financements liés à la santé entre 2008 et 2018. Mondialement, entre janvier 2020 et janvier 2021, seulement 4 pour cent des études cliniques sur les traitements de la COVID-19 faisaient état d'un plan tenant compte du sexe et/ou du genre. Sur 4 420 études, seulement 1 abordait les impacts de la COVID-19 sur les personnes transgenres.

Les écarts entre les sexes parmi les chercheurs peuvent refléter en partie la plus faible présence des femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, où seulement un tiers des diplômés sont des femmes. Même dans des régions telles que l'Asie centrale et du Sud, l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, où la proportion de femmes diplômées en STIM est relativement élevée (40,6 et 40,1 pour cent, respectivement), des obstacles subsistent à l'emploi dans les domaines des STIM. À Oman, 56 pour cent des diplômés en STIM sont des femmes. Elles représentent cependant seulement 23,3 pour cent des chercheurs en sciences naturelles et 15,5 pour cent des chercheurs dans l'ingénierie et la technologie.

FIGURE 8

Proportion des diplômées en STIM, par région, 2013-2018 (pourcentage)



Source : Calculs d'ONU Femmes basés sur l'Institut de Statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2019.

Notes : La figure couvre 107 pays. Les estimations pour l'Afrique subsaharienne doivent être interprétées avec prudence, car seuls 44 pour cent des pays et 43 pour cent de la population de la région sont couverts. Des estimations pour l'Océanie, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ne sont pas disponibles et ne sont donc pas mises en avant.



14 INDICATEURS TOTAUX

1 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

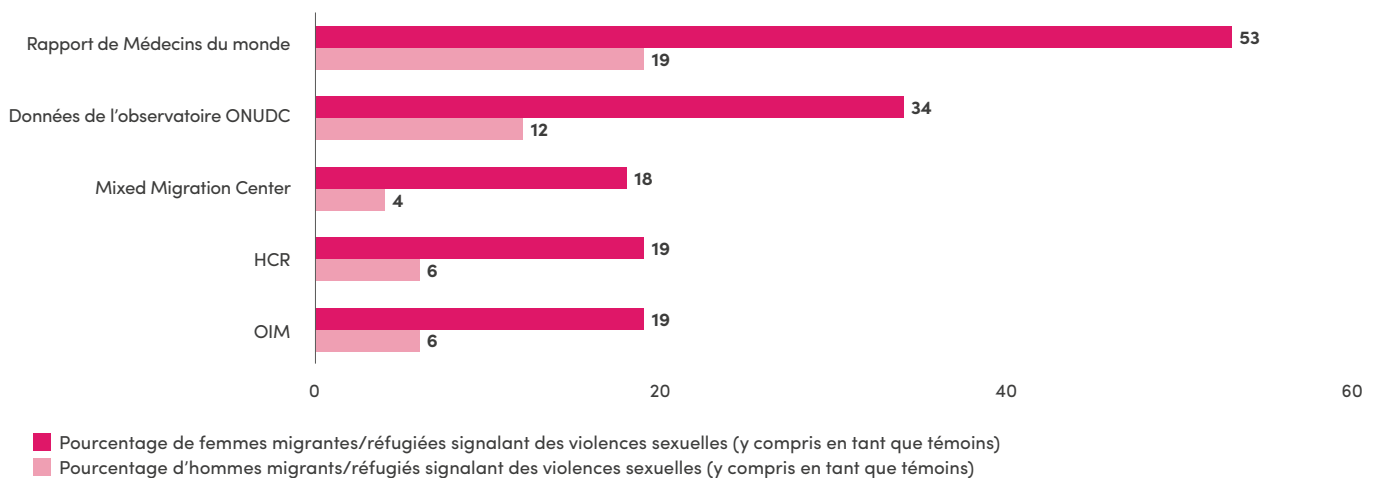
Les femmes migrantes apportent des contributions substantielles aux communautés d'accueil mais font face à des risques aigus de violence et de discrimination

Les personnes migrantes, réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur du pays font partie des populations les plus vulnérables au monde. Fin 2020, 26,4 millions de personnes avaient fui leur pays et étaient devenues réfugiées, le niveau le plus élevé jamais enregistré. Près de la moitié d'entre elles sont des femmes. Parmi les migrants internationaux, les femmes comptent pour 48,1 pour cent du total. Les femmes migrantes contribuent fortement au tissu socio-économique des communautés d'accueil, y compris en tant que professionnelles de santé de première ligne. Les centres de soins de longue durée, qui ont connu les pires foyers de COVID-19, dépendent fortement d'eux. En Australie, plus d'un travailleur de soins de longue durée sur cinq est un migrant.

Cependant, l'absence de politiques dédiées aux femmes migrantes signifie que leurs besoins ne sont pas reconnus dans les communautés d'accueil. Des données émergentes montrent que par rapport aux non-migrants, les migrants courent un risque accru d'infection et de décès dus à la COVID-19 pour des raisons telles que de mauvaises conditions de vie et de travail et un accès limité aux soins de santé. Les femmes migrantes, surreprésentées dans le travail domestique, font face à d'autres défis tels qu'une plus grande vulnérabilité à l'exploitation et à la discrimination, en hausse pendant la pandémie. Les données sur les victimes de la traite, dont la plupart sont des femmes, montrent que près de 20 pour cent de la traite à des fins de travail forcé implique des migrants. Les femmes migrantes signalent des taux élevés de violence sexuelle en transit vers leur destination. En 2020, jusqu'à 53 pour cent des femmes voyageant le long des routes de la Méditerranée occidentale et centrale déclarent avoir été victimes ou témoins de violences, contre 19 pour cent des hommes.

FIGURE 9

Prévalence de la violence sexuelle parmi les migrants par sexe, 2020 (pourcentage)



Sources : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Abused and Neglected: A Gender Perspective on Migrant Smuggling Offences and Response*, 2020.

Note : Les chiffres tirés de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Mixed Migration Centre proviennent de l'enquête 4Mi ; les questions de Médecins du Monde étaient limitées aux abus commis en Libye.



14 INDICATEURS TOTAUX

3 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

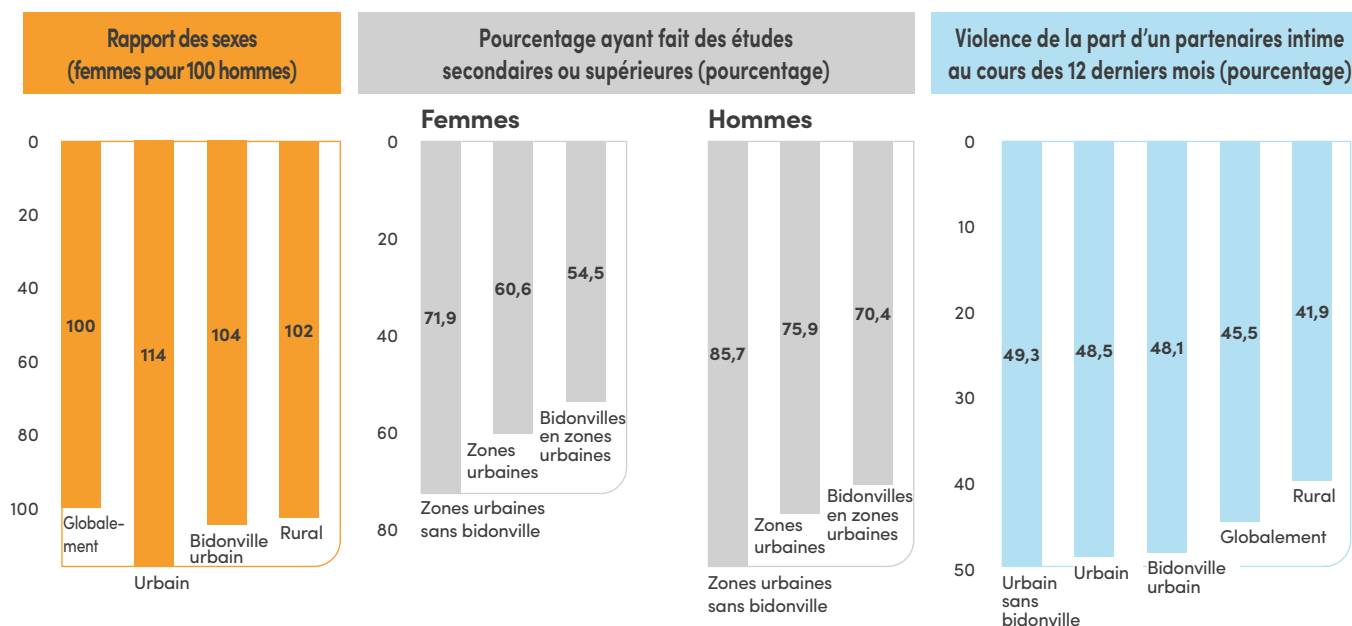
Les conditions de vie précaires dans les bidonvilles peuvent mener à des taux plus élevés d'infections à la COVID-19 et de mortalité chez les femmes

Mondialement, plus d'un milliard de personnes habitent dans des établissements informels et des bidonvilles. Les femmes et les filles, souvent surreprésentées dans les zones densément peuplées, souffrent d'un accès inadéquat à l'eau et à l'assainissement, aux soins de santé et aux transports. Le surpeuplement, des logements insalubres, et l'insécurité foncière sont des préoccupations supplémentaires. Les femmes et les filles vivant dans des bidonvilles et des milieux similaires au Libéria ont moins de chances de progresser dans l'enseignement secondaire ou supérieur que leurs homologues masculins et les femmes urbaines vivant dans des milieux autres que les bidonvilles. En 2018-2019, 48,1 pour cent ont subi des violences physiques, sexuelles ou émotionnelles de la part d'un mari ou d'un partenaire, contre 45,5 pour cent des femmes globalement.

Les conditions de vie précaires sont associées à des taux plus élevés d'infection et de mortalité liés à la COVID-19. À Rio de Janeiro, au Brésil, les femmes infectées dans les quartiers à forte concentration de bidonvilles étaient plus de deux fois plus susceptibles de mourir que celles des quartiers sans bidonvilles. De plus, la perturbation des services impacte de manière disproportionnée les femmes vivant dans des bidonvilles. Au Bangladesh, au Kenya, au Nigéria et au Pakistan, les femmes enceintes vivant dans des bidonvilles avaient un accès moindre aux programmes prénataux et aux soins pendant la grossesse.

FIGURE 10

Profil de genre et de bien-être des zones urbaines et des bidonvilles au Libéria, population âgée de 15 à 49 ans, 2019-2020, indicateurs sélectionnés



Source : Calculs d'ONU Femmes basés sur les données d'ICF International pour le Libéria, 2019-2020.

Note : La violence entre partenaires intimes fait référence aux femmes ayant déjà vécu en couple qui ont été soumises à des violences physiques, sexuelles ou émotionnelles commises par un mari ou un partenaire au cours des 12 derniers mois.



45 INDICATEURS TOTAUX

1 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

Les femmes trouvent des solutions pour notre planète souffrante mais sans les plateformes et la reconnaissance qu’elles méritent

La vie aquatique et terrestre court un immense danger. L’humanité est à blâmer. Des niveaux de production et de consommation non durables épuisent les ressources naturelles de la planète ; l’augmentation de la pollution, y compris des océans du monde, et le rejet d’une quantité alarmante de dioxyde de carbone et d’autres gaz à effet de serre nocifs dans l’atmosphère terrestre. Sans action urgente pour réduire les émissions, le réchauffement climatique dépassera 1,5 °C d’ici 2040, franchissant un seuil dont les conséquences pourraient être catastrophiques.

Les femmes activistes, scientifiques et chercheuses travaillent dur pour résoudre ces questions, souvent sans disposer des mêmes plateformes que les hommes pour partager leurs connaissances et compétences. Mondialement, par exemple, les femmes constituent uniquement 39 pour cent des océanologues. Entre 2011 et 2018, les femmes comprenaient seulement 29 pour cent des intervenants invités aux conférences internationales d’océanologie. Les voix des femmes des communautés marginalisées, y compris les jeunes et les femmes autochtones, sont majoritairement absentes, alors même qu’elles ont peu contribué à la crise climatique et sont particulièrement vulnérables à ses effets. La participation des femmes à la planification du climat et du développement à tous les niveaux est essentielle à la justice climatique et à la durabilité environnementale.

FIGURE 11

Gros plan sur les jeunes défenseuses environnementales qui font une différence

Asha de Vos
est une biologiste marine, éducatrice océanique et pionnière de la recherche à long terme sur les baleines bleues du nord de l’océan Indien. Elle est la fondatrice d’Oceanswell, une organisation sri lankaise à but non lucratif qui travaille à changer la trajectoire des océans du monde entier en éduquant la prochaine génération de héros océaniques divers, en équipant les étudiants de pays sous-représentés pour mener des recherches sur la conservation marine et en engageant chaque personne dans des conversations sur la magie de nos océans.

Sophia Kianni
est la plus jeune conseillère sur le changement climatique du Secrétaire général de l’ONU et fondatrice de Climate Cardinals, une organisation internationale à but non lucratif dirigée par des jeunes qui s’efforce de rendre le mouvement climatique plus accessible au public non anglophone.

Kristal Ambrose
est éducatrice pour les jeunes et chercheuse en pollution plastique marine, fondatrice du mouvement Bahamas Plastic, une initiative menée par les jeunes pour éduquer les jeunes sur la pollution plastique et son impact sur les écosystèmes marins. Son travail a mené le gouvernement bahamien à s’engager à interdire le plastique non réutilisable.

Source : ONU Info, First Person: Turning ‘Apathetic People into Climate Activists’: A Young Person’s View, 2020 et Togetherband, Five Female Ocean Activists to Follow Right Now, 2019.



24 INDICATEURS
TOTAUX

6 INDICATEURS SPÉCIFIQUES
AU GENRE

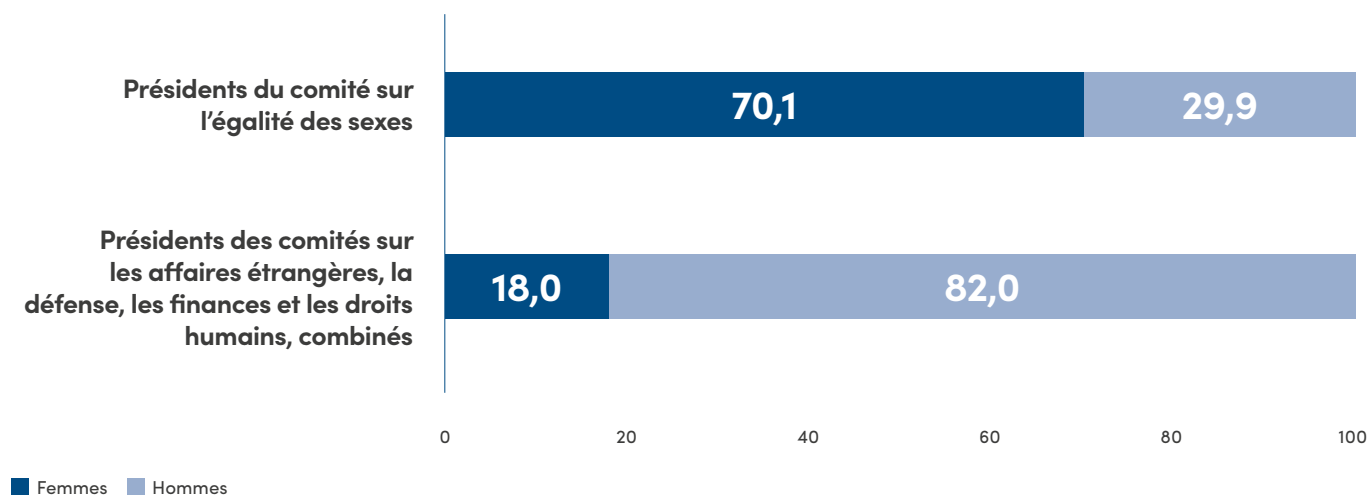
Le pouvoir de prise de décision inégal des femmes nuit au développement à tous les niveaux

Parvenir à des sociétés pacifiques, justes et inclusives est une aspiration de plus en plus difficile à atteindre, en raison d'inégalités généralisées, de conflits, de violences à l'égard des femmes et des retombées de la pandémie. La représentation des femmes dans des postes politiques et autres pour résoudre ces questions demeure limitée. Elles détiennent par exemple 18,9 pour cent des sièges parlementaires dans les pays affectés par des conflits, bien en dessous de la moyenne mondiale de 25,6 pour cent. Mondialement, les femmes parlementaires sont deux fois plus susceptibles que les hommes parlementaires d'être confrontées à la violence et à des mauvais traitements.

La participation insuffisante des femmes à la prise de décision limite la portée et l'impact de la pandémie et d'autres efforts de relance d'urgence, ainsi que les opportunités de revitaliser les économies et les sociétés. Les pays comptant plus de femmes dans les organes législatifs nationaux sont plus susceptibles d'adopter des lois qui soutiennent les droits et le bien-être, notamment sur le harcèlement sexuel, le viol, le divorce et la violence domestique. Malgré l'accord sur le caractère essentiel de la gouvernance inclusive comme pour le progrès humain, les femmes ne président que 18 pour cent des commissions gouvernementales sur les affaires étrangères, la défense, les finances et les droits humains, contre 70,1 pour cent des commissions sur l'égalité des sexes. Les jeunes sont sous-représentés dans les postes de gouvernance clés, bien qu'ils mènent la lutte pour une justice économique, sociale et environnementale plus large et une transformation systémique. Les personnes âgées de 45 ans et moins président seulement 20,2 pour cent des comités.

FIGURE 12

Présidents des commissions permanentes, par sexe et par thème, 2021 (pourcentage)



Source : Base de données Parline UIP, septembre 2021

Note : Données présentées pour toutes les chambres

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



24 INDICATEURS TOTAUX

0 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

Le renforcement des perspectives de genre dans la finance et d'autres moyens de parvenir à un développement durable est plus urgent que jamais au milieu des lacunes persistantes et des défis croissants

Le partenariat et la coopération à l'échelle mondiale, notamment autour de la finance, du commerce juste et équitable et du soutien aux progrès technologiques et à l'innovation, sont essentiels au développement durable. Tenir la promesse de l'objectif 17 de « revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable » est plus impératif que jamais compte tenu de la dévastation économique de la pandémie, des attaques contre les droits des femmes et de la crise climatique imminente. Les femmes et les filles doivent être au cœur de la relance et des actions face à la pandémie pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable. Dans le premier cycle de contributions déterminées au niveau national aux objectifs climatiques, seules 64 des 190 contributions faisaient référence aux femmes ou au genre, indication des disparités au travail. Seulement 22 pays considéraient les questions relatives aux femmes ou au genre comme une question transversale intégrée dans plusieurs secteurs.

D'importants écarts entre les sexes subsistent dans d'autres cibles et indicateurs de l'objectif 17, notamment la cible 17.8 sur l'amélioration de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Les femmes et les filles constituent la majorité des 3,7 milliards de personnes qui ne sont toujours pas connectées au monde en ligne. Seulement 15 pour cent des femmes dans les pays les moins développés avaient accès à Internet en 2019, contre 86 pour cent dans les pays développés, et 48 pour cent mondialement. Les écarts d'accès à Internet ont de grandes répercussions pour les femmes qui tentent de s'impliquer dans un monde de plus en plus numérique et pour les flux d'informations pendant la pandémie. Seulement 37 pour cent des femmes ont utilisé Internet et les médias sociaux pour accéder à des informations relatives à la COVID-19, contre 42 pour cent des hommes.

Les lacunes en matière d'informations et de données entravent les progrès dans le suivi des Objectifs de développement durable du point de vue du genre. Lorsque des données sont disponibles, l'évaluation globale de la distance aux cibles brosse un tableau complexe, dans neuf zones la distance aux cibles est modérée, dans deux les niveaux actuels sont loin de la cible. Dans six domaines, les lacunes dans les données rendent impossibles les évaluations mondiales des niveaux actuels. Presque tous les indicateurs manquent de données suffisantes pour évaluer le rythme des progrès.

FIGURE 13

Évaluation mondiale des progrès actuels au titre de l'objectif 5 (nombre d'indicateurs)



Source : Calculs d'ONU Femmes basés sur le Tracker de l'ODD 5 dans cette publication, voir pages 22-27.

Note : L'ODD 5 a 14 indicateurs officiels, mais 18 sont inclus dans le graphique étant donné que les indicateurs 5.1.1 et 5.5.1 ont plusieurs sous-indicateurs.

TRACKER DE L'ODD 5 : TRACER LA VOIE À SUIVRE

À moins que les progrès ne soient accélérés, la communauté mondiale ne parviendra pas à atteindre l'ODD 5.

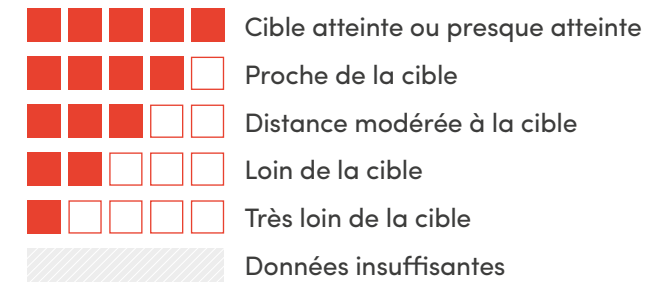
Pour la première fois, le Gros plan sur le genre 2021 rassemble les données les plus récentes pour chaque indicateur au titre de l'objectif 5 afin de suivre les progrès mondiaux et régionaux vers l'égalité des sexes. Le graphique qui suit évalue deux mesures de progrès. Une évaluation du niveau, qui mesure le niveau actuel de développement par rapport à la réalisation de l'objectif, et une évaluation des tendances, qui mesure le rythme de progression depuis une année de référence jusqu'au niveau actuel.

L'évaluation des progrès réalisés à ce jour révèle un long chemin à parcourir. Globalement, seul 1 des 18 indicateurs (y compris les sous-indicateurs) est évalué comme étant « proche de la cible ». Lorsque les données sont disponibles au fil du temps, elles révèlent des progrès limités ou inexistants dans toutes les régions et, dans au moins un

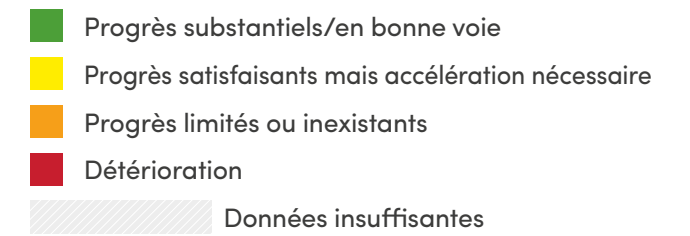
cas, une détérioration des perspectives. Le plein impact de la pandémie de COVID-19 n'est pas encore connu, mais on s'attend à ce qu'il érode davantage les progrès. Une action juridique et politique solide ainsi que des ressources pour la mise en œuvre sont essentielles pour endiguer cette vague et se remettre sur la bonne voie.

De plus, les lacunes dans les données doivent être comblées de toute urgence. Pour 6 indicateurs sur 18, les données mondiales restent insuffisantes pour évaluer les niveaux actuels. Les données de tendance sont encore plus rares. Seuls 2 des 18 indicateurs disposent de données suffisantes pour évaluer les progrès au fil du temps dans toutes les régions. Sans un engagement audacieux pour combler ces lacunes, le tableau des progrès restera incomplet.

Évaluation du niveau (dernière disponible)



Évaluation des tendances (si disponible)



Cibles et indicateurs	Monde	Afrique subsaharienne	Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	Asie centrale et du Sud	Asie de l'Est et du Sud-Est	Amérique latine et Caraïbes	Océanie (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande)	Europe et Amérique du Nord	Australie et Nouvelle-Zélande	
Cible 5.1										
5.1.1 Cadres juridiques généraux et vie publique	Niveau	Modéré	Modéré	Très loin	Modéré	Loin	Modéré		Modéré	Modéré
	Tendance									
Violence contre les femmes	Niveau	Modéré	Modéré	Loin	Modéré	Modéré		Modéré	Proche	
	Tendance									
Emploi et bénéfices économiques	Niveau	Modéré	Modéré	Loin	Très loin	Modéré	Modéré		Proche	Proche
	Tendance									
Mariage et famille	Niveau	Modéré	Modéré	Loin	Modéré	Modéré	Proche		Modéré	Modéré
	Tendance									
Cible 5.2										
5.2.1 Femmes et filles victimes de violences de la part d'un partenaire intime	Niveau	Modéré	Loin				Proche	Très loin		Proche
	Tendance									

Cibles et indicateurs	Monde	Afrique subsaharienne	Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	Asie centrale et du Sud	Asie de l'Est et du Sud-Est	Amérique latine et Caraïbes	Océanie (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande)	Europe et Amérique du Nord	Australie et Nouvelle-Zélande
5.2.2 Violence sexuelle contre les femmes et les filles	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
Cible 5.3									
5.3.1 Mariage d'enfants chez les femmes et les filles	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
5.3.2 Mutilations génitales féminines/excision	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
Cible 5.4									
5.4.1 Proportion du travail domestique et de soins non rémunérés, par sexe	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
Cible 5.5									
5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans (a) les parlements nationaux	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans (b) les administrations locales	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
5.5.2 Femmes occupant des postes de direction	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
Cible 5.6									
5.6.1 Proportion de femmes et de filles qui prennent des décisions éclairées en matière de santé procréative	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance
5.6.2 Lois sur l'égalité d'accès à la santé procréative, l'information et l'éducation	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance	Niveau Tendance

Cibles et indicateurs	Monde	Afrique subsaharienne	Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	Asie centrale et du Sud	Asie de l'Est et du Sud-Est	Amérique latine et Caraïbes	Océanie (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande)	Europe et Amérique du Nord	Australie et Nouvelle-Zélande
Cible 5.a									
5.a.1 Propriété ou droits garantis sur les terres agricoles, par sexe	Niveau								
	Tendance								
5.a.2 Lois qui garantissent des droits fonciers égaux	Niveau								
	Tendance								
Cible 5.b									
5.b.1 Femmes qui possèdent un téléphone portable	Niveau		Modéré		Modéré				
	Tendance								
Hommes qui possèdent un téléphone portable	Niveau		Proche		Proche				
	Tendance								
Cible 5.c									
5.c.1 Pays avec un système de suivi de l'égalité des sexes	Niveau		Très loin				Très loin		
	Tendance								

Sources : ONU Femmes et la Division de statistique de l'ONU, sur la base des dernières données et estimations disponibles en 2021 fournies par : le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Union interparlementaire, l'Union internationale des télécommunications, l'Union internationale pour la conservation de la nature, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour la population et ONU Femmes.

Notes : Les noms officiels des indicateurs des ODD ont été condensés aux fins de cette représentation étant donné la limite d'espace. Moyennes mondiales et régionales telles que rapportées dans l'annexe statistique 2021 du Rapport sur les Objectifs de développement durable, sauf indication contraire. Pour une liste complète du nom et des descriptions des indicateurs, voir la liste d'indicateurs spécifiques au genre ci-dessous.

L'ODD 5 a 14 indicateurs officiels mais 18 sont évalués dans le tracker compte tenu que les indicateurs 5.1.1 et 5.5.1 ont plusieurs sous-indicateurs.

5.2.1 : La moyenne pour le monde est basée sur 157 pays avec une couverture de 90 pour cent de la population, l'Afrique subsaharienne est basée sur 39 pays et une couverture de 94 pour cent de la population, l'Amérique latine et les Caraïbes sont basées sur 26 pays avec une couverture de 99 pour cent de la population, l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) est basé sur 9 pays avec une couverture de 96 pour cent de la population et l'Australie et la Nouvelle-Zélande est basée sur 2 pays avec une couverture de 100 pour cent de la population.

5.3.1 : Couvre les femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en union avant l'âge de 18 ans. L'évaluation des tendances utilise une année de référence autour de 2010. La moyenne pour le monde est basée sur 98 pays avec une couverture de 79 pour cent de la population, l'Afrique subsaharienne est basée sur 34 pays avec une couverture de 93 pour cent de la population, l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale sont basés sur 13 pays avec une couverture de 77 pour cent de la population, l'Asie centrale et du Sud est basée sur 11 pays avec une couverture de 95 pour cent de la population, l'Amérique latine et les Caraïbes sont basés sur 15 pays avec une couverture de 50 pour cent de la population, et l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) est basée sur 5 pays avec une couverture de 89 pour cent de la population.

5.3.2 : La Moyenne pour l'Afrique subsaharienne est basée sur 25 pays avec une couverture de 69 pour cent de la population. La moyenne pour l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale ne couvre que l'Afrique du Nord (2 pays et 65 pour cent de la population) puisque la couverture des données est limitée pour l'Asie occidentale. Cela signifie que des estimations ne sont pas produites car la pratique est marginale dans la région donnée.

5.4.1 : Moyennes simples du ratio femmes-hommes du temps consacré aux soins non rémunérés et au travail domestique pour 92 pays et régions, sur la base des dernières données disponibles dans la base de données mondiale sur les indicateurs des ODD (2001 ou version ultérieure). Les données pour l'Inde ont été ajoutées à l'aide du rapport d'enquête sur l'emploi du temps de 2019 et pour Madagascar à l'aide du rapport de soins de l'OIT de 2018. Les agrégats régionaux ne sont présentés que si 50 pour cent des pays et/ou 66 pour cent de la population de la région sont couverts, à l'exception de l'Afrique du Nord et de l'Asie occidentale où la couverture de la population est de 65,5 pour cent.

5.5.1(b) : 135 pays dans le monde sont couverts y compris 29 en Afrique subsaharienne, 17 en Afrique du Nord et en Asie centrale, 11 en Asie centrale et du Sud, 11 en Asie de l'Est et du Sud-Est, 21 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 7 en Océanie (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande), 37 en Europe et en Amérique du Nord et 2 en Australie et en Nouvelle-Zélande.

5.6.1 : La moyenne mondiale est basée sur 64 pays avec une couverture de 16 pour cent de la population, l'Afrique subsaharienne est basée sur 36 pays et une couverture de 97 pour cent de la population, l'Asie centrale et du Sud est basée sur 7 pays et une couverture de 20 pour cent de la population, l'Asie de l'Est et Sud-Est est basée sur 5 pays et 6 pour cent de couverture de la population et l'Amérique latine et les Caraïbes sont basées sur 7 pays et 10 pour cent de couverture de la population et l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) est basée sur 1 pays et 79 pour cent de de la population. La moyenne pour l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale ne couvre que l'Asie occidentale (3 pays et 5 pour cent de la population couverte). La moyenne pour l'Europe et l'Amérique du Nord ne couvre que l'Europe (5 pays et 9 pour cent de la population).

5.6.2 : Basé sur 75 pays avec des données complètes.

5.b.1 : Calculs d'ONU Femmes basés sur la base de données des indicateurs des ODD, 2021. Comprend la dernière année disponible au cours de la période 2015-2019. Couvre 89 pays et régions. Les moyennes régionales ne sont présentées que si 50 pour cent des pays et 66 pour cent de la population de la région sont couverts.

5.c.1 En 2018, 69 pays et zones dans le monde ont déclaré des données. Dans deux régions, un seuil de 50 pour cent des pays et/ou des deux tiers de la population régionale étaient couverts : L'Afrique subsaharienne (27 pays) et l'Océanie, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (10 pays). Pour toutes les autres régions, des données supplémentaires seront présentées lorsque des seuils de couverture seront disponibles, (prévu en 2022).

LISTE D'INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

Objectif 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

Indicateurs spécifiques au genre (5)

1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)

1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge

1.2.2 Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays

1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupe de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)

1.4.2 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base

Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Indicateurs spécifiques au genre (2)

2.2.3 Prévalence de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, selon l'état de la grossesse (pourcentage)

2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone

Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Indicateurs spécifiques au genre (6)

3.1.1 Taux de mortalité maternelle

3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié

3.3.1 Nombre de nouvelles infections au VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et appartenance à un groupe de population à risque

3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale

3.7.2 Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge

3.8.1 Couverture des services de santé essentiels

Objectif 4. Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Indicateurs spécifiques au genre (8)

4.1.1 Proportion d'enfants et de jeunes a) en cours élémentaire ; b) en fin de cycle primaire ; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe

4.2.1 Proportion d'enfants de 24 à 59 mois dont le développement est en bonne voie en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial, par sexe

4.2.2 Taux de participation à des activités d'apprentissage organisées (un an avant l'âge officiel de scolarisation dans le primaire), par sexe

4.3.1 Taux de participation des jeunes et des adultes à un programme d'éducation et de formation scolaire ou non scolaire au cours des 12 mois précédents, par sexe

4.5.1 Indices de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit, à mesure que les données deviennent disponibles) pour tous les indicateurs dans le domaine de l'éducation de cette liste pouvant être ventilés

4.6.1 Proportion de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) arithmétique fonctionnels, par sexe

4.7.1 Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable, y compris l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, dans a) les politiques nationales d'éducation, b) les programmes d'enseignement, c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants

4.a.1 Proportion d'établissements scolaires proposant des services de base, par type de service

Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Indicateurs spécifiques au genre (14)

5.1.1 Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes

5.2.1 Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 mois précédents par leur partenaire actuel ou un ancien partenaire, par forme de violence et par âge

5.2.2 Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus victimes de violences sexuelles infligées au cours des 12 mois précédents par une personne autre que leur partenaire intime, par âge et lieu des faits

5.3.1 Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans ou de 18 ans

5.3.2 Proportion de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant subi une mutilation ou une ablation génitale, par âge

5.4.1 Proportion du temps consacré à des soins et travaux domestiques non rémunérés, par sexe, âge et lieu de résidence

5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans a) les parlements nationaux et b) les administrations locales

5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction

5.6.1 Proportion de femmes âgées de 15 à 49 ans prenant, en connaissance de cause, leurs propres décisions concernant leurs relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé procréative

5.6.2 Nombre de pays dotés de textes législatifs et réglementaires garantissant aux femmes et aux hommes de 15 ans ou plus un accès équitable et sans restriction aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine

5.a.1 (a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe ; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par type de droit

5.a.2 Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres

5.b.1 Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe

5.c.1 Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes

Objectif 6. Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable

Pas d'indicateurs spécifiques au genre

Objectif 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Pas d'indicateurs spécifiques au genre

Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Indicateurs spécifiques au genre (6)

8.3.1 Proportion de l'emploi informel, par secteur et sexe

8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et situation au regard du handicap

8.5.2 Taux de chômage, par sexe, âge et situation au regard du handicap

8.7.1 Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge

8.8.1 Fréquence des accidents du travail mortels et non mortels, par sexe et statut au regard de l'immigration

8.8.2 Niveau de respect des droits du travail (liberté d'association et droit de négociation collective) au niveau national, eu égard aux textes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et à la législation nationale, par sexe et statut migratoire

Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Pas d'indicateurs spécifiques au genre

Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

Indicateur spécifique au genre (1)

10.2.1 Proportion de personnes vivant avec moins de la moitié du revenu médian, par sexe, âge et situation au regard du handicap

Objectif 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

Indicateurs spécifiques au genre (3)

11.2.1 Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par âge, sexe et situation au regard du handicap

11.7.1 Part moyenne de la surface bâtie des villes qui est un espace ouvert à usage public pour tous, selon le sexe, l'âge et les personnes handicapées

11.7.2 Proportion de personnes victimes de harcèlement physique ou sexuel, par sexe, âge, situation au regard du handicap et lieu des faits (au cours des 12 mois précédents)

Objectif 12. Établir des modes de consommation et de production durables

Pas d'indicateurs spécifiques au genre

Objectif 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Indicateurs spécifiques au genre (1)

13.3.1 Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable, y compris l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, dans a) les politiques nationales d'éducation, b) les programmes d'enseignement, c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants

Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Pas d'indicateurs spécifiques au genre

Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

Pas d'indicateurs spécifiques au genre

Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Indicateurs spécifiques au genre (6)

16.1.1 Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100 000 habitants, par sexe et âge

16.1.2 Nombre de décès liés à des conflits pour 100 000 habitants, par sexe, âge et cause

16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants, par sexe, âge et forme d'exploitation

16.2.3 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans

16.7.1 Répartition des postes (par sexe, âge, situation au regard du handicap et groupe de population) dans les institutions publiques (organes législatifs, services publics et organes judiciaires aux niveaux local et national), par rapport à la répartition nationale

16.7.2 Proportion de la population qui estime que la prise de décisions est ouverte et réactive, par sexe, âge, situation au regard du handicap et groupe de la population

Objectif 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser.

Pas d'indicateurs spécifiques au genre

Total

Indicateurs totaux : 231

Indicateurs spécifiques au genre : 51

Note : Le nombre total d'indicateurs figurant dans le cadre mondial d'indicateurs s'élève à 247. Cependant, comme certains indicateurs se répètent sous différentes cibles, le nombre réel d'indicateurs uniques est de 231. Similairement, le nombre total d'indicateurs spécifiques au genre figurant ci-dessus est de 52, mais le nombre total d'indicateurs uniques spécifiques au genre est de 51.

Remerciements

Auteurs principaux du rapport: Ginette Azcona (ONU Femmes) et Yongyi Min (Division de statistique de l'ONU DAES)

Auteurs du rapport: Ginette Azcona, Antra Bhatt, Julia Brauchle, Guillem Fortuny Fillo, Yongyi Min, Heather Page, Yuxi Zhang

Production, communication et sensibilisation: Jacqueline Gordillo, Mika Mansukhani, Sharda Yilma

Relecteurs/contributeurs: Babatunde Abidoye (PNUD), Kristal Ambrose, Janette Amer (ONU Femmes), Julie Ballington (ONU Femmes), Ionica Berevoescu (ONU Femmes), Maija Bertule (PNUE-DHI), Claudia Cappa (UNICEF), Witness Chirinda (FNUAP), Asha DeVos, Marta Dobo-Gacic (OMS), Mariana Duarte Mutzenberg (UIP), Elizabeth Engebretson (OMS), Addie Erwin (UIP), Emilie Filmer-Wison (FNUAP), Katherine Gifford (ONU Femmes), Paul Glennie (PNUE-DHI), Roger Gomis (OIT), Francesca Grum (Division de statistique de l'ONU DAES), Steven Kapsos (OIT), Zohra Khan (ONU Femmes), Sophia Kianni, Oliver Labé (UNESCO), Yifan Li (UNESCO), Teresa Martens (PNUD), Sofia Murad (OMS), Rohan Pathiraje (UNESCO), Juncal Plazaola Castano (ONU femmes), Marie-Claire Sodergren (OIT), Lynnmarie Sardinha (OMS), Martin Schaaper (UIT), Papa Seck (ONU Femmes), Lubov Zeifman (Division de statistique de l'ONU DAES).

Réviseurs: Gretchen Luchsinger, Lois Jensen

Traduction: Delphine Huddleston (français), Verónica Torrecillas (espagnol)

Crédits photos:

Page 18: © Dominic Sansoni pour CJS, photo de Asha de Vos

Page 18: © Alagita, photo de Kristal Ambrose

Design: Blossom.it

Lien vers le rapport en ligne et les références: <https://tinyurl.com/uemsp62a>

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles d'ONU Femmes, des Nations Unies ou de l'une de ses organisations affiliées. Les désignations employées et la présentation du matériel dans cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites. Pour une liste de toutes les erreurs ou omissions trouvées après le lancement du rapport, veuillez consulter notre site Web.

e-ISBN: 9789210010405

© ONU Femmes et Division de la statistique d'ONU DAES, 2021

Produit aux États-Unis

Tous droits réservés



PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE GROS PLAN SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2021

La pandémie a mis à l'épreuve et même inversé les progrès dans l'élargissement des droits et des opportunités des femmes. Les femmes n'ont pas récupéré les emplois et les revenus perdus, la faim augmente et les fermetures d'écoles menacent les progrès scolaires des filles. La participation des femmes au gouvernement, à la recherche et à la gestion des ressources est loin d'être égale. Les groupes de femmes vulnérables, y compris les migrants, les personnes handicapées et celles touchées par les conflits, sont souvent laissés pour compte. Les disparités entre les pays riches et les pays pauvres empêchent l'égalité d'accès aux vaccins et aux traitements vitaux contre la COVID-19, ce qui expose les femmes des pays les plus pauvres à un risque disproportionné. De plus, malgré le rôle central des femmes dans la réponse à la COVID-19, y compris en tant que professionnelles de santé de première ligne, elles n'ont pas les postes de direction qu'elles méritent. Pour aller de l'avant différemment et mieux, il faudra placer les femmes et les filles au centre de tous les aspects de la réponse et de la relance, notamment par le biais de lois, de politiques et d'une budgétisation sensibles au genre.

Le rapport Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes, 2021 présente les dernières données probantes sur l'égalité des sexes dans l'ensemble des 17 Objectifs de développement durable, soulignant les progrès réalisés depuis 2015, mais aussi l'inquiétude continue liée la pandémie de COVID-19, son effet immédiat sur le bien-être des femmes et la menace qu'elle représente pour les générations futures.



Département des affaires économiques et sociales

220 East 42nd Street
New York, NY 10017, USA
Tél : 646-781-4400
Fax : 646-781-4444

onufemmes.org
facebook.com/onufemmes
twitter.com/onufemmes
youtube.com/unwomen
flickr.com/unwomen

Division de la statistique
Département des affaires économiques et sociales de l'ONU

unstats.un.org
unstats.un.org/sdgs
twitter.com/UNStats